



2 Editorial

3 George Souflias

Un bilan très positif

4 Efthimios E. Mitropoulos

Navigation et pollution

6 Stavros Dimas

Le développement des partenariats

7 Stjepan Keckes

Une action concertée

8 Joan Albaiges et Eva Garnacho

Surveiller la Méditerranée

9 Michael Scoullas

Atouts et faiblesses

10 Serge Antoine

Comment tout a commencé

11 Evangelos Raftopoulos

Une ère nouvelle

12 Mostafa Tolba

Sauver les mers

Le PNUE/PAM remercie le Programme pour les mers régionales de son concours à la rédaction du présent numéro spécial.

Notre **Planète**, la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
PO Box 30552, Nairobi, Kenya
Tél : (254 20) 621 234
Fax : (254 20) 623 927
Mél : cpiinfo@unep.org
www.unep.org

ISSN 1013-7394

Directeur de Publication : Eric Falt
Rédacteur : Geoffrey Lean
Coordinateurs : Naomi Poulton, Elisabeth Waechter
Collaborateur spécial : Nick Nuttall
Responsable marketing : Manyahleshal Kebede
Graphisme : Sharon Chemai
Production : UNEP/DCPI
Impression : Progress Print, Malte
Photo page de couverture : Richard Devels

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui figurent n'impliquent de la part du PNUE aucun prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



La présente revue est imprimée avec des encres d'origine végétale et sur du papier 100 % recyclé, blanchi sans causer de dommage à l'environnement.



KLAUS TOEPFER
Secrétaire général
adjoint de
l'Organisation des
Nations Unies et
Directeur exécutif
du PNUE

Il y a 30 ans naissait le Plan d'action pour la Méditerranée, qui allait contribuer au développement du Programme pour les mers régionales du PNUE, lequel couvre maintenant 18 régions et plus de 140 Etats et territoires côtiers.

L'un des piliers de ce programme est le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, qui vise à mettre un terme à la pollution des mers et des océans du globe par les activités menées sur terre. En effet, alors que les mers et les océans couvrent un peu plus de 70% du globe, ce sont les 30% de la surface de la terre sur lesquels vivent les hommes qui représentent la principale menace à leur équilibre.

Environ 80% du total de la pollution marine par les hydrocarbures proviennent des activités terrestres. On estime qu'il y a maintenant 150 zones mortes dans les océans et les mers du globe et qu'elles résultent principalement du déversement de déchets agricoles et autres et d'émissions provenant de véhicules et d'usines situés sur la terre ferme.

Telle est la situation à laquelle est confrontée la Méditerranée, de même que d'autres mers régionales. Je suis donc heureux de pouvoir dire en toute sincérité, en cette année qui marque le 30e anniversaire du Plan d'action pour la Méditerranée, que notre Programme pour les mers régionales et le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres sont de retour, plus forts et ciblés qu'ils ne l'ont été depuis longtemps.

Le renforcement du Programme pour les mers régionales aidera grandement à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, dont les chefs d'Etat ont entrepris en septembre à New York de faire le bilan quinquennal : l'eau et l'hygiène, par exemple, sont directement liées au milieu marin. Ce renforcement est aussi crucial pour atteindre les objectifs du Plan d'action du Sommet mondial pour le développement durable, dans la mesure où ce dernier touche des questions telles que la santé, la pêche et les zones marines protégées.

La Méditerranée est l'une des régions du monde les plus peuplées et les plus diverses sur le plan culturel. La richesse et la clémence de son climat l'ont rendue attrayante pour les établissements humains, tandis que presque un tiers du tourisme international s'y concentre.

C'est aussi une mer particulière confrontée à des défis uniques. Sa profondeur moyenne est d'à peine 1 500 m. Il faut plus d'un siècle à ses eaux pour se renouveler par le détroit de Gibraltar et ses taux d'évaporation relativement élevés la rendent plus salée que l'Atlantique. Elle réunit les littoraux de pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ce qui la rend complexe des points de vue politique, économique et géographique, et singulière et diverse du point de vue de l'environnement.

Les initiatives du Plan d'action pour la Méditerranée ont balisé le chemin et défini les priorités pour beaucoup d'autres mers régionales. Le Plan d'action pour la Méditerranée a joué un rôle clé dans l'établissement de plus de 120 zones protégées et dans la mise en place de quatre plans d'action pour la protection des espèces en voie de disparition comme les phoques moines, les dauphins, les marsouins et les tortues.

Des liens étroits ont été développés avec d'autres organes régionaux, y compris la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (CEE), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de l'ONU (CESAP), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM).

En faisant l'éloge du Plan d'action pour la Méditerranée – et de la Convention de Barcelone qui donne force légale à son action – nous reconnaissons aussi que beaucoup de ses activités n'auraient pas été possibles sans le concours financier du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui dispose de plusieurs milliards de dollars. J'espère sincèrement que les gouvernements soutiendront une reconstitution entière et sûre du FEM, dans l'intérêt de la Méditerranée, des mers régionales en général, et de l'environnement mondial dans son ensemble.

Parmi les projets existants et les plans soutenus par le FEM dans la région, on trouve le projet relatif au lac d'Ohrid, le plan pour les marais du lac Manzala, le projet de gestion du parc national et des marais d'El Kala et l'initiative de protection des ressources marines et côtières du golfe de Gabès. D'autres projets d'envergure plus large couvrent des questions telles que la pollution par les hydrocarbures, les eaux partagées et leur gestion, l'identification et l'élimination des « points chauds » régionaux de pollution et la conservation de sites importants sur le plan biologique à travers la Méditerranée.

Le FEM aide également le Plan d'action pour la Méditerranée à unir ses efforts non seulement à ceux des ministères de l'environnement mais aussi à ceux des autres ministères et acteurs concernés dans la région. Il a aussi contribué à promouvoir l'appropriation du Plan d'action pour la Méditerranée et de la Convention de Barcelone au niveau national, qui est vitale pour le salut à long terme des mers régionales dans le monde entier ■